

Vers un droit public de la Défense ?

Le contexte géostratégique actuel est marqué par une grande incertitude, principalement en raison de l'invasion russe en Ukraine et du désengagement potentiel des Etats-Unis d'Amérique dans le cadre de l'OTAN. Ce contexte amène à s'interroger sur le caractère adapté des institutions face aux menaces contemporaines. Il est aussi une fenêtre d'opportunités, comme en témoigne la résurgence de la Défense européenne.

L'objectif de l'ouvrage, qui rassemble des autrices et auteurs issus tant du monde militaire que de la sphère civile, est de s'interroger sur l'existence et l'opportunité d'un droit public dérogatoire, consacré à la Défense nationale. Autrement dit, il y a lieu de se demander si l'activité militaire redessine les contours du droit public, d'une part, et si un tel régime spécifique apparaît souhaitable au regard des nécessités stratégiques mais aussi des exigences démocratiques, d'autre part.

L'analyse est articulée autour d'un axe constitutionnel, d'un axe statutaire et d'un axe économique. Ceux-ci reviennent tour à tour sur des questions aussi variées que l'articulation entre la Défense et la souveraineté, l'encadrement constitutionnel de la Défense, le contrôle juridictionnel du Conseil d'Etat, l'influence de la répartition des compétences sur les questions Défense, le droit à la vie du militaire, la liberté d'expression des membres de la Défense, la discipline militaire, la réactivation du service militaire, l'utilisation de l'intelligence artificielle en opération, le cadre normatif des investissements de Défense, les marchés publics militaires, le contrôle de la politique d'exportation d'armes et l'extension des compétences de l'Union européenne en matière de Défense par un prisme économique.



Nouveau
52 € *
± 400 pages

* Offre de lancement valable jusqu'au 30/11/26


Anthemis

TABLE DES MATIÈRES

Introduction générale : du droit public à la Défense nationale

Nicolas B. Bernard et Valéry De Saedeleer

Partie 1. Axe constitutionnel

Chapitre 1. La Défense comme fonction régalienne : ultima ratio regum

Nicolas B. Bernard

Chapitre 2. La Défense : un droit constitutionnel sous pression

Sofia Vandenbosch et Marc Verdussen

Chapitre 3. La banalité du quotidien : la Défense au prisme du contentieux du Conseil d'État

Sofia Vandenbosch

Chapitre 4. Répartition des compétences : examen des tensions entre la compétence fédérale de la Défense et l'exercice de leurs compétences par les entités fédérées

Laurent Delmotte et Maximilien Storme

Partie 2. Axe statutaire / administratif

Chapitre 1. Le droit à la vie du militaire : quel encadrement pour le sacrifice pro patria ?

Anaud Picqué et Julien Gaul

Chapitre 2. La liberté d'expression du militaire

Lucie Vercheval

Chapitre 3. Ceci n'est pas une punition disciplinaire : la discipline de corps et sa nature

Jens Claerman et Antoine-Laurent Cambron

Chapitre 4. L'opportunité et les conditions juridiques de la réinstauration du service militaire

Valéry De Saedeleer

Chapitre 5. L'intégration de l'intelligence artificielle dans les opérations militaires

Sarah Letellier

Partie 3. Axe économique

Chapitre 1. Les investissements de défense : quelle ingéniosité juridique face aux contraintes budgétaires ?

Julien Degrooff et Norman Vander Putten

Chapitre 2. Marchés publics de défense : une zone de conflits entre logiques concurrentielles, politiques industrielles et souverainetés

Nicolas Cariat et Bruno Lombaert

Chapitre 3. L'encadrement juridique des politiques d'exportation d'armes : contours et limites de la compétence fédérée à l'aune de la jurisprudence du Conseil d'Etat

Nicolas B. Bernard et Zoé Passchier

Chapitre 4. L'extension des compétences de l'Union européenne en matière de défense, par un prisme économique

Stéphane Rodrigues

Conclusion générale : les caractéristiques du « droit public de la Défense »

Nicolas B. Bernard et Valéry De Saedeleer

>>> Commandez l'ouvrage

> Directement par e-mail à : brussels@ismllw-be.org

Pour les commandes passées à cette adresse, les ouvrages seront disponibles le jour de la conférence, le 23 novembre 2026, et remis en mains propres sur place.

> via le QR code ci-contre :

Vers un droit public de la Défense ?

Édition 2026 – DROPUBDEF – 978-2-8072-1770-6 – ± 400 pages – 52 €*

* Offre de lancement valable jusqu'au 30/11/26

Veillez payer à la réception de la facture qui vous sera envoyée par email. Sauf indication contraire, tous les prix mentionnés comprennent la TVA ; les frais de port et d'emballage sont en sus. Nos prix sont susceptibles d'être modifiés à tout moment. Nos ouvrages sont également disponibles en librairie.

LeA Group Belgium collecte et traite vos données conformément à la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel. L'enregistrement de ces données est effectué dans un but purement commercial et administratif, conformément à nos obligations contractuelles ou en vue de réaliser notre intérêt légitime ou celui de LeA Uitgevers. En nous renvoyant ce bon de commande, vous déclarez avoir pris connaissance des informations relatives aux traitements de vos données à caractère personnel et à vos droits dans notre Charte vie privée, dont la version la plus actualisée est disponible en suivant ce lien : www.anthemis.be/vie-privee ou en nous contactant par mail : privacy@anthemis.be.

Siège social : Avenue Louise, 500/137 - B-1050 Bruxelles



Anthemis